



OUBÉKISTAN

Une opposante victime du zèle policier genevois

La Mission de l'Ouzbékistan auprès de l'ONU porte plainte contre une opposante. La police de Genève la convoque au poste

Céline Zünd

Publié lundi 4 mars 2013 à 23:03.

Mutabar Tadjibaeva ne s'attendait pas à avoir affaire à la police à Genève, une ville symbole de liberté à ses yeux. Vendredi dernier, la journaliste ouzbèke, qui a survécu à la torture dans les prisons de Tachkent, était invitée par le Festival du film et forum international sur les droits humains (FIFDH) à témoigner de la brutalité du régime d'Islam Karimov.

Dimanche, alors qu'elle s'apprête à quitter la Suisse pour Paris, où elle vit en exil, elle reçoit un appel de la police de Genève, qui la convoque au poste de l'aéroport suite à une plainte déposée par la mission permanente de l'Ouzbékistan, à Genève, représentée par Gulnara Karimova, la fille du président ouzbek. Mutabar Tadjibaeva ne sait pas ce qu'on lui reproche. Ne parlant pas français, elle transmet l'appel à un ami pour tenter de se faire traduire, mais la police refuse d'expliquer à une tierce personne l'objet du litige et ne peut assurer la traduction russe, raconte-t-

m'étais rendue à l'aéroport, aurais-je pu être déportée en Ouzbékistan?» s'interroge Mutabar Tadjibaeva, qui a sa propre idée sur les reproches qu'on lui adresse. L'opposante déposait elle-même vendredi une plainte contre les autorités ouzbèkes au Haut-Commissariat aux droits de l'homme. Le lendemain, elle se rend à Cologne, devant ce qu'elle pense être le domicile de Gulnara Karimov.

«Je voulais voir où est passé l'argent volé par le régime aux citoyens ouzbeks», raconte au téléphone Mutabar Tadjibaeva, désormais en lieu sûr. La militante, accompagnée notamment du cinéaste Michael Andersen et de Craig Murray, ancien ambassadeur de Grande-Bretagne à Tachkent (LT du 01.03.2013), demande à voir la princesse ouzbèke et prend des photos de la maison. Refoulés, ils déposent leurs cartes de visite dans la boîte aux lettres de la propriété. Interrogée sur la raison de sa plainte, la mission ouzbèke confirme la visite rendue par les militants à la résidence de Gulnara Karimova, et relate sa propre version des événements de samedi dans un e-mail: «Quand un diplomate de la mission a entrouvert la porte, ces personnes ont tenté d'entrer dans la propriété en filmant à l'aide d'une caméra. [...] La mission permanente de l'Ouzbékistan tient à souligner que ces actes représentent une menace de l'espace personnel, et ont été commis dans une propriété habitée par des personnes au bénéfice du statut de diplomates. C'est pourquoi elle a déposé plainte auprès de la police de l'aéroport.»

De son côté, Craig Murray, de retour en Grande-Bretagne, fulmine. «C'est une honte pour la Suisse et Genève, qui héberge de nombreuses organisations de défense des droits de l'homme. Aucun opposant politique ne devrait être importuné par les autorités suisses. La police de Genève doit présenter ses excuses.» Léo Kaneman, directeur du FIFDH, qui a invité l'opposante à Genève, déplore quant à lui le «zèle de la police genevoise».

Les autorités suisses sont-elles tenues de donner suite à une plainte de la mission ouzbèke auprès de l'ONU à l'encontre d'une dissidente politique? «En vertu des accords de siège, la police a l'obligation de donner suite aux plaintes de diplomates accrédités auprès des institutions internationales au même titre que toute autre plainte, répond Eric Grandjean, porte-parole de l'institution. Si vous souhaitez en savoir plus sur ces accords, adressez vos questions à la mission suisse auprès de l'ONU.» Ladite mission n'ayant plus de porte-parole, le DFAE répond à sa place qu'«il revient à la police genevoise d'examiner la recevabilité des plaintes».

La première fois que Mutabar Tadjibaeva s'était rendue à Genève, c'était en 2008 pour y recevoir le Prix Martin Ennals, sorte de Nobel des droits de l'homme. A la surprise générale, les autorités ouzbèkes l'avaient autorisée à sortir du pays. «J'aimerais revenir à Genève et mener cette affaire à sa fin. Je n'ai pas peur d'être arrêtée car je crois encore que Genève est un haut lieu de la démocratie. Mais, avant, j'aimerais demander de l'aide juridique en France», dit la journaliste .

«C'est une honte pour la Suisse et Genève. La police doit présenter des excuses»

Articles de la rubrique

- > **IRAN** –
«Nous ne pouvons pas faire confiance aux Etats-Unis»
- > **DIPLOMATIE** –
Moscou savonne la planche à Trump
- > **ETAT-UNIS** –
Trump enregistré au sujet d'un paiement à une ancienne playmate
- > **CORÉE DU SUD** –
Les épaves sous-marines, entre réalité et fantasma
- > **FRANCE** –
Alexandre Benalla, piège explosif pour la Macronie
- > **FRANCE** –
Licencié, Alexandre Benalla a été placé en garde à vue



Céline Zünd

@celinezund

[VOIR SES ARTICLES](#) [LUI ÉCRIRE](#)

Nos articles les plus lus

01

La destruction, grand tabou de l'industrie du luxe

02

La face cachée de la génération Macron

03

Pourquoi ce ne sont pas toujours les plus compétents qui sont promus

04

Alexandre Benalla, piège explosif pour la Macronie

05

Entre fantasmes et réalités, le business du maillot de football

06

Moscou savonne la planche à Trump



16:28

Studio +, une catastrophe industrielle dans le secteur des webséries



15:49

Dans les coulisses du Paléo





«Nous ne pouvons pas faire confiance aux Etats-Unis»

TOUTE L'ACTUALITÉ

Suivez toute l'actualité du Temps sur les réseaux sociaux

[FACEBOOK](#)

[TWITTER](#)

[INSTAGRAM](#)

[LINKEDIN](#)



Vos newsletters

Inscrivez-vous et recevez les newsletters de votre choix. **Voir la liste.**

LE TEMPS

[Abonnements](#) [Publicité](#) [Services](#) [Impressum](#) [Protection des données](#)

